

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées de Paris et des Hauts-  
de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 08/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SUEZ RV Ile-de-France SAS**

21 ROUTE DU BASSIN N° 5

92230 GENNEVILLIERS

n° Dossier : 5031

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2022 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France SAS implanté 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 GENNEVILLIERS. L'inspection a été annoncée le 05/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Ile-de-France SAS
- 21 ROUTE DU BASSIN N° 5 92230 GENNEVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0007402240
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site SUEZ RV Ile-De-France est un centre de tri et de traitement de déchets non dangereux implanté sur la commune de Gennevilliers.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de l'inspection réalisée le 02/08/2021;
- les moyens de lutte contre l'incendie définis dans l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié;
- le respect des conditions d'entreposage définies dans l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Protection contre la foudre	AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2	/	Astreinte, Lettre de suite préfectorale
Protection contre la foudre (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Rejets aqueux (3)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.5.3 modifié	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.3	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Emissions dans l'air	AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 3	/	Sans objet
Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.2.5	/	Sans objet
Emissions dans l'air (2)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 6.8	/	Sans objet
Rejets aqueux (2)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.1	/	Sans objet
Emissions dans l'air (3)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 6.8	/	Sans objet
Entreposage	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 12.4.2	/	Sans objet
Installation électrique (2)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.2.5	/	Sans objet
Rejets aqueux (3)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.3.2 modifié	/	Sans objet
Emissions dans l'air (3)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 6.8	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié	/	Sans objet
Activité de transfert direct de déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 12.4.2 modifié	/	Sans objet
Lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.4.5 modifié	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie (2)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.2.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie (4)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.2.3	/	Sans objet
conditions d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 12.5.1 modifié	/	Sans objet
Entreposage transitoire de déchets non autorisés	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié	/	Sans objet
Entreposage transitoire de déchets non autorisés (2)	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié	/	Sans objet
Entreposage déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 13/06/2022, l'inspection des installations classées a relevé :

- une non-conformité faisant l'objet d'une proposition d'arrêté d'astreinte avec un délai de sursis au 1er octobre 2022 (travaux de mise à jour des dispositifs de protection contre la foudre non réalisés);
- 3 non-conformités avec proposition de mise en demeure (non respect des prescriptions relatives à la surveillance des rejets aqueux, travaux de mise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre suite à la vérification visuelle non réalisés)
- 3 non-conformités avec lettre de suite préfectorale (accès à la pompe de relevage, contrôle visuel des déchets entrants, mise en conformité des moyens d'extinction)

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SUEZ RV Ile-de-France est mise en demeure, de respecter l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Elle devra faire installer sur son site au 21 route du bassin n°5 à Gennevilliers des dispositifs de protection contre la foudre rendu nécessaire par la mise à jour de l'étude technique.</p> <p>Par ailleurs, les dispositifs de protection et les mesures de prévention devront répondre aux exigences de l'étude technique.</p> <p>Rapport d'inspection du 19/08/2021</p> <p>Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 1 : Contrairement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 [NOR : DEVP1025930A], l'exploitant n'a pas fait installer les protections contre la foudre rendues nécessaires par la mise à jour de l'étude technique.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 18/11/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection 2 devis pour la réalisation des travaux préconisés dans l'étude technique. Dans son courrier du 07/03/2022, l'exploitant a informé l'inspection que les débuts des travaux réalisés par la société ARIEL étaient prévus en semaine 16 (du 18/04 au 24/04/2022).</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/06/2022, l'exploitant a indiqué que les travaux avaient été initiés mais qu'ils n'étaient pas achevés suite à des problèmes de livraison de matériels et d'absence de personnel au niveau de la société ARIEL. La reprise des travaux est prévue en semaine 28 (du 04/07 au 10/07/2022).</p>
<p><b>Non-conformité:</b> Contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/09/2021, l'exploitant n'a pas fait installer les dispositifs de protection contre la foudre rendu nécessaire par la mise à jour de l'étude technique. L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels. Compte tenu de la persistance de l'inobservation de la prescription, l'inspection des installations classées propose d'imposer le paiement d'une astreinte de 50 euros TTC par jour à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte avec un délai de sursis fixé au 1er octobre 2022 jusqu'à satisfaction de la mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte, Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance des rejets de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SUEZ RV Ile-de-France est mise en demeure, de respecter le point 6.10 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 relatif à l'auto-surveillance. Elle devra faire contrôler, par un organisme agréé au moins une fois par an, la concentration en poussière de l'air ambiant, et la teneur en poussière aux points de rejet à l'atmosphère.  Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité donnant lieu à une proposition de mise en demeure 2 : Contrairement aux points 6.6 et 6.7 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2007 modifié, l'exploitant ne contrôle pas la concentration en poussière de l'air ambiant ni la teneur en poussières aux points de rejet à l'atmosphère, par un laboratoire agréé au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Par courrier du 18/11/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de contrôle sur les retombées de poussières établi par Bureau Veritas le 07/09/2021 pour des mesures réalisées du 02/08 au 27/08/2021 et un rapport de mesures des rejets atmosphériques daté du 10/08/2021 pour les mesures réalisées du 02/08 au 06/08/2021 sur les 3 points de rejets canalisés du site (atelier objets encombrants, zone de broyage de déchets bois cheminée GB32, zone de broyage de bois cheminée GB34) par Bureau Veritas. Contrairement à ce que l'exploitant indique dans son courrier, il n'y avait pas de rapport concernant des analyses de la concentration en poussières dans l'air ambiant.  A la suite de l'inspection, l'exploitant a envoyé à l'inspection un rapport de contrôle des concentrations en poussières dans l'air ambiant daté du 10/08/2021 pour des mesures effectuées le 02 et 03/08/2021. Les résultats des mesures sont inférieures à la limite de 50mg/Nm3 définie au point 6.6 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007.  Pour rappel, les mesures de la concentration en poussières de l'air ambiant, les retombées de poussières en limite de propriété et la teneur en poussières aux points de rejets à l'atmosphère doivent être contrôlées au moins une fois par an. L'exploitant devra procéder à des nouvelles mesures avant la fin de l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité A : Contrairement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 [NOR : DEVP1025930A], l'exploitant ne procède pas aux vérifications complètes et visuelles selon la périodicité requise. L'exploitant devra effectuer une vérification complète dans un délai maximal de 3 mois.
<b>Constats :</b> Par courrier du 18/11/2021, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète daté du 13/10/2020 par l'APAVE. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection un rapport de vérification visuelle daté du 19/10/2021. L'inspection constate que la fréquence de vérification demandée à l'article 21 de l'arrêté du 04/04/2010 a été respectée.  Le rapport de vérification visuelle a relevé des non-conformités sur les dispositifs de protection contre la foudre. L'exploitant a indiqué qu'il était prévu de réaliser les travaux de mise en conformité lors de l'installation des protections contre la foudre, préconisées par la mise à jour de l'étude technique, prévue en juillet 2022. Toutefois, le 8e alinéa de l'article 21 de l'arrêté du 04/04/2010 dispose que les travaux de remise en état relevé dans le cadre des vérifications doivent être effectués dans un délai d'un mois après la vérification. Les remises en conformité auraient ainsi du être effectuées depuis le 19/11/2021.
<b>Non-conformité:</b> L'exploitant doit procéder à la remise en état de ces dispositifs de protection contre la foudre préconisé à la suite de la dernière vérification visuelle dans un délai d'un mois.
<b>Observations :</b> L'inspection rappelle qu'une vérification complète est à réaliser dans les 6 mois suivant l'installation des protections contre la foudre par un organisme distinct de l'installateur. L'état des dispositifs de protection contre la foudre doit ensuite faire l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans. Une vérification visuelle est réalisée annuellement. Une vérification complète est donc à prévoir dans les 6 mois suivant la réalisation des travaux rendus nécessaires par la mise à jour de l'étude technique et une vérification visuelle l'année suivante.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Installation électrique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérifications de l'installation électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité B : Contrairement au point 9.2.5. de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007, l'exploitant ne fait pas procéder à la levée des éventuelles non-conformités relevées lors des vérifications générales périodiques, ceux-ci faisant apparaître des récurrences entre rapport. L'exploitant établira et mettra en œuvre un plan d'action visant à lever ces non-conformités dans les plus brefs délais, et en tout état de cause, avant la prochaine vérification.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en novembre 2021, 24 non-conformités ont été relevées lors de cette vérification. Sur les 24 non-conformités, l'exploitant indique en avoir corrigé 13.  Concernant le plan d'action mis en place par l'exploitant pour suivre et lever les non-conformités, l'exploitant a présenté à l'inspection son outil de suivi des actions/travaux de mise en conformité. Les non-conformités relevées dans le rapport de vérification des installations électriques y figurent et font l'objet d'un échéancier pour leur mise en œuvre.  La non-conformité B du rapport d'inspection du 19/08/2021 est levée.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit continuer à effectuer les remises en état de son installation électrique afin de lever les non-conformités relevées lors de la vérification périodique dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, méthode de prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité C : Contrairement au point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007, l'exploitant n'effectue pas des prélèvements sur 24h pour l'ensemble des points de rejets aqueux dans le cadre des contrôles semestriels.
<b>Constats :</b> L'installation possède 4 points de rejets. Les derniers contrôles effectués sur les rejets aqueux sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un contrôle sur un échantillon 24h uniquement au niveau des points de rejet P1 et P2 en février 2021;</li><li>- un contrôle par échantillon ponctuel aux points de rejet P3 et P6 en décembre 2021;</li><li>- un contrôle des eaux usées en décembre 2021.</li></ul> Seuls les points de rejets P1 et P2 ont fait l'objet d'une mesure sur un échantillon 24h en février 2021.
<b>Non-conformité:</b> Contrairement au point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié, les contrôles réalisés sur les points de rejets 3 et 4 ne respectent pas les conditions de prélèvement définies, à savoir sur un échantillon de 24h.
<b>Observations :</b> Conformément au point 7.3.4 de l'article 1 de l'arrêté du 11/07/2007 modifié, l'exploitant doit réaliser une autosurveillance des eaux usées. Le délai maximal entre chaque contrôle des eaux usées est d'un an. L'exploitant doit donc procéder à une mesure des eaux usées avant décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, retombées de poussières en limite de propriété
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité D : Contrairement au point 6.8 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 modifié, les retombées de poussières mesurées au point 1 en limite de propriété dépassent la valeur limite réglementaire (30 g/m2/mois).
<b>Constats :</b> Les dernières mesures effectuées du 2 au 27 août 2021 sont toutes inférieures à 30g/m2/mois.  La non-conformité D du rapport d'inspection du 19/08/2021 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, auto-surveillance des rejets en hydrocarbures totaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Les rapports d'analyses du laboratoire CARSO (notamment le rapport EP1, échantillon LSE2102-7558-1 édité le 01/04/2021) font toujours référence à l'indice hydrocarbure (C10-C40), qui correspond au code SANDRE 7007. L'exploitant indique par courrier du 19 juillet 2021 avoir effectué la demande auprès du prestataire CARSO via le cahier des charges 2021. L'inspection considère que l'observation « il convient de se référer au code SANDRE 7009 pour la mesure du paramètre hydrocarbures totaux dans les effluents aqueux » n'a pas été suivie d'effet. Non-conformité E : Contrairement aux dispositions du point 7.4.1 et 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 modifié, l'exploitant ne mesure pas les hydrocarbures totaux dans ses effluents aqueux.
<b>Constats :</b> Lors de la dernière mesure effectuée au point de rejet P6 en décembre 2021, les hydrocarbures totaux (code SANDRE 7009) ont été recherchés conformément au point 7.4.1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007. Il conviendra que l'exploitant réalise la mesure des hydrocarbures totaux (code Sandre 7009) pour toutes les mesures réalisées sur les effluents aqueux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air (3)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, détermination du nombre et de l'implantation des points de prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Considérant le rapport Bureau Véritas du 31/08/2020, le plan d'implantation des plaquettes n'a pas été revu suite à la remarque de l'inspection. L'inspection considère que l'observation n'a pas été suivie d'effet. Pour rappel, l'annexe B de la norme NFX43-007 - Décembre 2008 prévoit que la détermination du nombre de points de prélèvement doit tenir compte du régime général des vents locaux et tenir compte de l'exposition potentielle des récepteurs (population, écosystème, etc.). Or, aucun point de prélèvement ne se situe le long de la limite ouest de l'établissement, alors que cette façade est dans le sens des vents dominants et que le site est bordé par des entreprises riveraines.  Non-conformité F : Contrairement aux dispositions du point 6.8 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 modifié, les mesures de retombées de poussières ne sont pas réalisées selon la norme NF X 43-007, notamment en ce qui concerne la détermination du nombre et de l'implantation des points de prélèvements.
<b>Constats :</b> Le rapport des analyses de retombées de poussières daté du 03/03/2022 précise que les analyses sont réalisées selon la norme NF X 43-007. Le nombre et l'implantation des points de prélèvements a évolué depuis la dernière campagne pour prendre en compte la non-conformité relevée lors de la dernière inspection.  La non-conformité F du rapport d'inspection du 19/08/2021 est levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux (3)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquence de surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité G : Contrairement au point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007, l'ensemble des points de rejets identifiés ne font pas l'objet d'un contrôle des effluents aqueux chaque semestre.
<b>Constats :</b> La fréquence de réalisation de contrôle des effluents aqueux définie au point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 n'est pas respectée.  Les derniers contrôles effectués sur les rejets aqueux sont les suivants : - un contrôle sur un échantillon 24h uniquement au niveau des points de rejet P1 et P2 en février 2021; - un contrôle par échantillon ponctuel aux points de rejet P3 et P6 en décembre 2021; - un contrôle des eaux usées en décembre 2021.
<b>Non-conformité:</b> Contrairement au point 7.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié, l'exploitant ne réalise pas l'autosurveillance de ces rejets aqueux sur l'ensemble des points de rejet listé au point 7.3.2 du même article chaque semestre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 12.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conditions d'entreposage
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Non-conformité H : Contrairement au point 12.4.2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2007-104 du 11/07/07 modifié, l'entreposage des balles de plastiques sur trois niveaux en zone 24.3 conduit au dépassement de la hauteur totale autorisée (3 m). L'exploitant doit remettre le stock en conformité et prendre les dispositions nécessaires à ce que cette situation ne se reproduise pas.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les conditions d'entreposage de la zone 24.3 définies au point 12.4.2 étaient respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installation électrique (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, documents relatifs à l'installation électrique pour vérification
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Observation 1 : Il est demandé à l'exploitant de fournir au prestataire accrédité, dès la prochaine vérification électrique, les éléments manquants, en particulier le rapport de visite initiale du TGBT encombrant, ainsi que le plan des locaux avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes. Le cas échéant, concernant la documentation du TGBT, l'exploitant indiquera les solutions possibles visant à pallier l'absence de ce rapport de visite initial.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection le plan des locaux avec l'identification des zones à risque du site qui est fourni à chaque prestataire intervenant sur le site. L'exploitant ne dispose plus du rapport de visite initiale du TGBT. L'inspection constate que l'observation concernant le plan des locaux avec indication des zones à risque fourni aux prestataires extérieurs a été prise en compte par l'exploitant. Concernant le rapport de visite initiale, l'exploitant veillera à trouver les solutions possibles pour pallier cette absence, en lien possible avec le vérificateur agréé des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux (3)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.3.2 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, point de rejet n°3
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Observation 2 : L'exploitant s'assurera que l'absence d'eau au point EP3 n'est pas liée à une détérioration importante du réseau enterrée d'eau pluviale, pouvant potentiellement conduire avant traitement à une infiltration des eaux pollués.
<b>Constats :</b> Lors de la dernière analyse effectuée en juin 2022, l'absence d'eau au point de rejet 3 a été une nouvelle fois constatée. L'exploitant a informé avoir programmé des travaux prévu en juillet 2022 de curage des réseaux d'évacuation du site et une investigation par caméra du réseau afin d'identifier la cause de l'absence d'eau au point de rejet 3.  L'exploitant transmettra à l'inspection le compte-rendu des investigations réalisées et le plan d'actions envisagé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Emissions dans l'air (3)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 6.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs de référence de la concentration en poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Observation 3 : L'exploitant s'assurera que les valeurs prises en point de comparaison dans les rapports d'analyses sont tirées de ses obligations réglementaires, notamment de son arrêté d'autorisation DATEDE n°2007-104 du 11 juillet 2007 concernant les mesures de poussières (30g/m2/mois)
<b>Constats :</b> Le dernier rapport relatif aux mesures de retombées de poussières mentionne bien la limite de 30g/m2/mois. L'observation a été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conditions d'entreposage des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Observation 5 : L'exploitant s'assurera des conditions d'entreposage temporaire et de transport des déchets dangereux qu'il retire des apports du site, afin de garantir leurs intégrités avant traitement.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le stockage des déchets dangereux était réalisé dans un endroit couvert, dans des contenants adaptés permettant l'intégrité des déchets jusqu'à leur enlèvement.  L'inspection constate que l'observation a été suivie d'effet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Traitement des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 7.5.3 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, isolement du réseau d'assainissement et du milieu naturel
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Demande complémentaire n°1 : l'exploitant garantira que la pompe de relevage peut être éteinte manuellement et simplement, notamment sans devoir ouvrir le coffret de commande qui nécessite un outil spécial.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué dans son courrier du 18/11/2021 que "la pompe de relevage était asservie à la SSI. [...] dès que la SSI est déclenchée, toutes les vannes se ferment, ainsi que la pompe de relevage." Le point 7.5.3 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral modifié dispose que la vanne de sectionnement ou tout autre dispositif permettant l'isolement du réseau d'eaux résiduaires en cas de déversement accidentel doit être bien visible et accessible en tout temps, notamment aux services de secours. Le fait que la pompe de relevage soit asservie à la SSI ne répond pas à la disposition de l'arrêté préfectoral.  Ce point n'a pas été inspecté durant la visite du 13/06/2022. <b>La demande complémentaire formulée dans le rapport d'inspection du 19/08/2022 est toujours valable.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Activité de transfert direct de déchets non dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 12.4.2 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, identification visuelle des îlots de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Rapport d'inspection du 19/08/2021 Demande complémentaire n°2 : Zone 24.3 L'inspection a mesuré les emplacements, selon les indications nécessaires de l'exploitant à la compréhension du marquage, pour les deux zones d'entreposages : – 19 x 10 m, soit env. 190 m <sup>2</sup> . – 22,9 x 6,4 m, soit env. 146 m <sup>2</sup> ; L'inspection constate qu'un des marquages au sol conduit au dépassement de la limite fixée réglementairement de 180 m <sup>2</sup> par îlot. L'exploitant confirmera ou infirmera le dépassement de la taille du marquage d'un îlot et indiquera, le cas échéant, les mesures prises pour y remédier.
<b>Constats :</b> Le marquage de la zone 24.3 a été revu pour prendre en compte la demande complémentaire n°2 du rapport d'inspection du 19/08/2022. L'inspection a constaté les nouvelles marques sur le sol pour définir les limites de stockage et correspondre aux prescriptions définies au point 12.4.2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Lutte incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.4.5 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rondes
<b>Prescription contrôlée :</b> Des rondes régulières sont réalisées, pendant les heures d'ouverture mais également en dehors des heures d'ouverture, afin de vérifier la température des différents stockages de déchets présentant un risque incendie. Les températures, mesurées à l'aide de caméras thermiques portatives, sont consignées dans un registre. L'exploitant établit une consigne particulière déterminant les actions à entreprendre selon les températures mesurées et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum. En cas de dépassement des seuils de température que cette consigne définit, l'exploitant fera apparaître les actions entreprises dans le registre prévu à l'alinéa ci-dessus. Cette consigne est tenue à jour afin d'intégrer le retour d'expérience et mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le dossier mentionné au point 4.7 du présent arrêté
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure pour la réalisation des rondes de surveillance. Dans cette procédure, les points de contrôle sont identifiés ainsi que les températures de référence et d'alerte pour chaque zone de stockage (50°C ou 60°C selon les zones). Il y est indiqué que la zone doit être sécurisée et le responsable du site informé. 4 rondes par jour sont prévues : une le matin, une l'après-midi (heures d'ouverture du site), deux la nuit (heures de fermeture du site). L'exploitant a fourni les relevés de température effectués lors des rondes effectuées du 01/06/2022 au 08/06/2022.  L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle des déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors du contrôle des déchets entrants prévu au point 11.4.5 du présent arrêté, l'exploitant s'assurera de l'absence d'élément pouvant générer une source d'ignition.
<b>Constats :</b> Le contrôle des déchets entrants prévus au point 11.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié est un contrôle visuel systématique permettant de s'assurer de la conformité des déchets avec le bordereau de réception. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué que le contenu des bennes/camions était demandé aux chauffeurs sans contrôle visuel prévu. Le contrôle visuel est effectué au niveau de la chaîne de tri ou au niveau de la fosse (environ 14% des déchets reçus sur le site ne passent pas par la chaîne de tri et sont directement envoyés en fosse). Le contrôle visuel intervient trop tard dans le processus de traitement/tri du déchet. En effet, le contrôle de conformité des déchets reçus avec le bordereau de réception n'est plus possible au niveau de la chaîne de tri ou de la fosse et par conséquent le retour au producteur exigé en cas de réception de déchets non admissibles sur le site non plus. Enfin, en ce qui concerne le contrôle d'absence d'élément pouvant générer une source d'ignition, le contrôle sur la chaîne de tri rend possible le retrait des sources possibles, cela paraît plus difficile au niveau de la fosse.
<b>Non-conformité :</b> L'exploitant doit s'assurer du contrôle visuel systématique des déchets entrants sur le site conformément au point 11.4.5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 et améliorer la détection des sources potentielles d'ignition dans l'ensemble des déchets réceptionnés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des moyens d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement disposera de moyens de secours contre l'incendie en nombre suffisant, judicieusement répartis sur le site et adaptés aux risques à combattre. Ils seront placés de façon bien visible en des lieux d'accès faciles et maintenus dégagés, seront vérifiés au moins une fois par an et le personnel de l'établissement sera entraîné à leur manœuvre. Les moyens de secours seront protégés contre le gel éventuel et conformes aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection le procès-verbal de contrôle des RIA daté du 13/05/22. 3 non-conformités sont relevés dans le procès verbal. L'exploitant a indiqué avoir remplacé un RIA faisant l'objet d'une non-conformité. L'exploitant veillera à remplacer ou réparer les 2 RIA encore non conformes dans les meilleurs délais.  La vérification annuelle des débits et pressions des bouches d'incendie a été effectuée le 11/05/2022. La fiche de relevés mentionnent 3 poteaux incendie DN100. 1 poteau est jugé non-conforme dans le cadre de la vérification annuelle. Le point 9.3.2.4 de l'article 1 de l'arrêté du 11/07/2007 dispose que soit implanté dans l'enceinte du site 2 poteaux d'incendie DN100 (débit 60m3/h) ce qui est respecté avec les 2 poteaux incendie DN100 conformes lors de la vérification annuelle. Il convient toutefois de remettre en conformité le poteau incendie défaillant lors du contrôle afin qu'en cas d'incident, les services de secours puissent utiliser l'ensemble des moyens disponibles sur le site.  Les extincteurs répartis sur le site ont été vérifiés le 17/06/2022 par la société Desautel.  Le personnel du site est formé à la manipulation des moyens d'extinction. L'exploitant a présenté les feuilles d'émargement des formations réalisées par la société MANUTEO les 04/03, 09/03, 18/03, 11/04 et 15/04/2022.  <b>Non-conformité :</b> Contrairement au point 9.3.1, les moyens de protection contre l'incendie ne sont pas tous conformes aux normes en vigueur. L'exploitant veillera à remplacer ou réparer les 2 RIA encore non conformes et à remettre en conformité le 3e poteau incendie du site dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie (2)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, présence d'un nombre suffisant d'extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Des extincteurs portatifs appropriés aux risques à combattre, à raison d'un appareil de 9 litres de produit extincteur ou équivalent par 250 m <sup>2</sup> pour les surfaces d'activités et d'un appareil de 6 litres pour 200 m <sup>2</sup> pour les autres locaux seront répartis près des accès et des dégagements. En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne devra pas dépasser 10 mètres dans les zones de stockage de matières combustibles.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le plan d'implantation des extincteurs qui dénombre 135 extincteurs répartis sur l'ensemble du site dont 20 pour la partie bureaux et 27 RIA sur le site ainsi qu'une berce mobile;  L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie (4)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 9.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, présence et vérification des robinets d'incendie armés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les robinets d'incendie de 33 mm seront installés et armés conformément aux normes françaises NF S61-201 et S 62-201 dans les zones de stockage, de tri et autre activité, sauf dans l'installation de Transit de déchets conçue en 1992 et équipée à l'origine de R.I.A de diamètre nominal DN 25. En conséquence, ceux-ci feront l'objet de vérifications trimestrielles supplémentaires par un organisme extérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le procès verbal de vérification des RIA. Ils correspondent tous à des modèles DN33. Le site n'est plus équipé avec des RIA DN25, le dernier RIA DN25 a été remplacé par un RIA DN33 en juin 2022.  L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : conditions d'entreposage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 12.5.1 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, zone d'entreposage balles papiers/cartons, plastiques
<b>Prescription contrôlée :</b> 24.1 : surface instantanée maximale autorisé = 360m <sup>2</sup> 24.2 : surface instantanée maximale autorisé = 440m <sup>2</sup>  Par ailleurs, les zones d'entreposages 24.1 et 24.2 respectent les dispositions suivantes : Les deux îlots d'entreposage sont matérialisés au sol afin de permettre la vérification visuelle du respect de la quantité maximale de matières autorisées et des distances d'éloignement prévues pour réduire le risque de propagation d'incendie. La matérialisation est faite de telle manière que le recouvrement du marquage par la matière stockée signifie un dépassement des quantités autorisées. Le mélange de balles de déchets de matières différentes « papiers/cartons <-> plastique » est autorisé au sein d'un même îlot, sous réserve que le mélange n'a pas lieu dans la hauteur par empilement. La hauteur maximale d'empilement est déterminé par la nature du déchet entreposée. Elle est de 4 niveaux d'empilement maximum pour les balles de papier/cartons, pour une hauteur totale de 4,4 m et de 3 niveaux d'empilement maximum pour les balles de plastiques, pour une hauteur totale de 3,3 m. Les distances minimales suivantes sont respectées : – entre la zone 24.1 (zone d'entreposage de balles) et la zone 25 (parc à bennes) : 15 m. – entre la zone 24.2 (zone d'entreposage de balles) et les casiers d'entreposage situé le long de la darse mentionnée au point 12.4.4 du présent arrêté : 15 m. – entre la zone 24.2 (zone d'entreposage de balles) et la zone 23 (zone tampon multiflux) : 8 m. Les espaces ainsi délimités sont vides de matières combustibles ou inflammables en permanence.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les conditions d'entreposage des zones 24.1 et 24.2 définies au point 12.5.1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié étaient respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entreposage transitoire de déchets non autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de la réglementation en vigueur, les déchets non autorisés par le présent arrêté préfectoral ou non-conformes sont regroupés en trois zones d'entreposage dont la localisation est identifiée en annexe graphique, dans l'attente du retour vers le producteur ou d'une évacuation vers un centre de traitement adapté. Ces zones présentent un sol étanche et les déchets sont entreposés sur rétention. L'entreposage de déchets non autorisés par le présent arrêté préfectoral ou non-conformes ailleurs que dans les zones identifiées est interdit. .   Seuls les déchets découverts fortuitement lors des apports pourront y être entreposés. Les éventuels déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 issus du tri ne pourront être présents dans l'établissement en quantité totale cumulée supérieure au seuil de l'autorisation de la rubrique susmentionnée.(pour information, le seuil est fixé à 1t)
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de stockage de déchets non autorisés en dehors des zones identifiées dans le plan en annexe de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entreposage transitoire de déchets non autorisés (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, quantité de déchets dangereux entreposés
<b>Prescription contrôlée :</b> Par ailleurs, sans préjudice des dispositions précédentes, les déchets non autorisés suivants, tirés du tri, ne dépassent pas la masse maximale instantanée indiquée : — bouteilles de gaz/extincteurs : 1 tonne ; — déchets radioactifs : 1 tonne ; — autres déchets dangereux : 1 tonne.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, la quantité de déchets dangereux stockée était inférieure à la quantité maximale définie a point 10.6 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 11/07/2007.  L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entreposage déchets radioactifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2007, article 10.6 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, déchets radioactifs
<b>Prescription contrôlée :</b> Le temps d'entreposage ne pourra excéder deux semaines dans tous les cas sauf pour les déchets radioactifs. Pour ces derniers, dès confirmation du caractère radioactif des déchets concernés, l'exploitant sollicite une société radio-compétente pour l'évacuation de ces déchets. Le temps d'entreposage des déchets radioactifs sur site est limité au strict minimum. Les déchets sont mis en attente dans une zone clairement identifiée, balisée et limitée en accès. L'exploitant dispose des justificatifs démontrant les actions engagées nécessaires à la prise en Charge pour évacuation de ces déchets conformément à la réglementation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir réceptionné un déchet radioactif avec déclenchement du portique de détection le 30/05/2022. Il s'agit de 2 morceaux s'apparentant à du minéral d'uranium. Les morceaux ont été mis en double pochette ZIP et placée dans une sache plastique entreposées sur une aire balisée. L'ANDRA a été contactée afin de procéder à l'enlèvement du déchet le 31/05/2022. Le déchet est toujours stocké en attente du passage de l'ANDRA.  L'inspection n'a pas de remarque sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet